



[Pédophilie : le pape François face à de nouveaux scandales](#)

Face à de nouveaux abus sexuels, le pape François ne va plus pouvoir faire preuve d'atermoiements.

Le fardeau était déjà lourd à porter et voilà qu'il s'est alourdi encore en Pennsylvanie. En visite en Irlande, où l'Église catholique fait face depuis quelques années à des scandales en matière de pédophilie - entre autres abus perpétrés sur les fidèles les plus démunis -, le pape n'a pas cherché à éviter le sujet, rencontrant même quelques-unes des victimes (photo). Il s'était aussi exprimé sur le sujet en une longue lettre adressée au « peuple de Dieu », le 20 août. Lucide, compatissante, cette lettre affiche la volonté de briser un silence coupable.

Conflits de loyauté

Plusieurs associations catholiques s'y sont montrées sensibles et ont à leur tour réagi, comme la Conférence catholique des baptisé-e-s francophones (CCBF) qui demande, entre autres, dans son communiqué, « que le pape ordonne aux intéressés d'aller systématiquement déclarer aux instances civiles les faits commis sur des mineurs ». « Ordonne », le mot n'est pas trop fort quand on sait que l'évêque et les prêtres d'un diocèse sont liés par un système de solidarité et protection mutuelles. Il faut « libérer la parole des évêques pour qu'il y ait moins de tensions entre la loi des hommes et la loi de l'Église », éclaire Anne-Laure Danet, responsable des relations œcuméniques à la Fédération protestante de France. En un mot, seule la hiérarchie peut débloquer la situation. Les associations catholiques qui prennent la parole dans le prolongement du discours du pape le soulignent : la justice de Dieu ne se passe pas de celle des hommes, elle la traverse.

Justice divine et humaine

« Les chrétiens, les prêtres aussi, sont d'abord citoyens d'États de droit et doivent être jugés selon ce statut, et celui-là seul. L'Église en tant qu'institution, et les chrétiens en tant que personnes, n'ont aucun droit à se substituer à la loi », rappellent les Réseaux du Parvis.

Mettre fin au cléricalisme, à « la raison d'Église », selon les termes de la CCBF, passe par la circulation de la parole, davantage de concertation et de démocratie au sein d'une institution structurellement hiérarchique et où la concentration du pouvoir aux mains de quelques hommes est forte. La CCBF y appelle dans son communiqué. Les Réseaux du Parvis aussi : « C'est sans doute le moment ou jamais de donner pleinement la parole et le pouvoir dans l'Église romaine à celles et ceux qui vivent l'Évangile dans la vraie vie, au plus près des hommes et femmes de notre temps. »

Une parole publique du pape est certes une étape non négligeable, ainsi que le souligne en substance Anne-Laure Danet, mais il ne suffit pas de dénoncer. Il faut que le système change.

Les acteurs qui prennent la parole en ce sens ont-ils une chance d'être entendus ? « Le système tue l'Église et le moment arrivera où elle ne pourra pas faire autrement que de le voir. Il va y avoir des problèmes économiques majeurs, l'Église devra indemniser les victimes alors que le denier du culte connaît une baisse drastique. Nous serons entendus ne serait-ce que par la force des choses », affirme Anne Soupa, présidente de la CCBF. Une réforme en profondeur s'imposerait donc par nécessité. Moins pour prolonger l'existence de l'institution que pour se mettre en phase avec le message de base, celui de l'Évangile. La crédibilité de l'Église catholique, amenée à s'exprimer sur des sujets éthiques et de société, est en jeu.

Souffrances

« Les victimes et leur famille sont face à une souffrance qui dure. On n'imagine pas assez ce que cela implique comme travail sur soi pour arriver à faire le pas suivant dans la vie avec de telles blessures », pointe avec insistance Anne-Laure Danet. Et d'ajouter, même si c'est sur un autre plan, que ces faits - abus, maltraitance... - constituent aussi une souffrance pour l'Église, qui se constate défaillante dans le recrutement de ses prêtres. Une défaillance à l'abri de laquelle aucune institution ne peut prétendre être. Pour autant, à ses yeux, il ne faut pas tout mélanger et éviter amalgames ou raccourcis en rapprochant pédophilie, homosexualité et célibat.

La parole se libère et chacun ne peut que s'en réjouir. Mais cela ne suffit pas pour guérir. Ce n'est que le début d'un long parcours vers l'apaisement - on le souhaite - et, peut-être, vers un nouveau visage de l'Église. Une Église en cohérence avec le message évangélique.

Irlande : contre les abus mais pas contre l'Église

En Irlande, la visite du pape fait réagir détracteurs et défenseurs de l'Église à la suite des nouvelles affaires mises au jour.

« J'espère que je ne vais pas perdre ma foi », soupire Marie. Cette Irlandaise de 72 ans

avait les billets pour assister aux deux allocutions publiques du pape à Dublin. « Après toutes les révélations d'abus sexuels en Pennsylvanie, je ne me sentais pas d'aller le saluer. » Marie aurait pu rester chez elle, mais elle a décidé de venir dans le centre de la capitale au rassemblement en hommage aux victimes des maltraitances commises par l'Église catholique. « Ce n'est pas une manifestation contre le pape », précise-t-elle.

Pourtant, François n'a pas réussi à rassembler la même foule que Jean-Paul II lors de sa visite en 1979. Seulement 130 000 personnes se sont déplacées à la messe du dimanche après-midi. C'est que l'Irlande d'aujourd'hui est très différente. En 2015, 62 % ont dit oui au mariage gay ; en mai dernier, ils étaient 66 % à voter pour la légalisation de l'avortement. Mais surtout, les scandales ont fait surface : les jeunes molestés, les mères célibataires forcées d'abandonner leurs enfants et institutionnalisées, ou encore les 700 « bébés de Tuam » dont les corps ont récemment été retrouvés dans une fosse septique.

Pour tout cela, le pape François « a demandé pardon à Dieu » durant sa visite en Irlande. Il a rencontré huit victimes de ces abus, dont Marie Collins, septuagénaire, violée par un prêtre à l'âge de 13 ans. « Je suis déçue qu'il n'ait pas fait d'annonces plus concrètes, dit-elle. Il nous a dit qu'il allait enquêter, mais a prévenu que cela prendrait du temps. »

Séparer l'Église de l'État

Le souverain pontife conserve encore un coefficient de sympathie assez fort. Certains étaient émus aux larmes en le voyant passer en papamobile dans les rues de la capitale. C'est le Vatican qui fait l'objet des foudres des Irlandais lors de la manifestation, mais pas seulement. « Nous soutenons le Saint-Père, explique Jerry, dublinois. Nous espérons qu'il pourra tenir tête à la curie romaine et permettre aux justices civiles d'accéder à tous les documents nécessaires. »

« On n'a jamais autant discuté de notre passé, ajoute Milo. C'est un tournant pour le catholicisme dans le pays. » Car si les Irlandais sont plus socialement libéraux, l'Église conserve une immense empreinte dans les institutions nationales : 96 % des écoles sont catholiques. « Nous devons saupoudrer nos leçons des valeurs religieuses », précise une institutrice.

« Il faut séparer l'Église de l'État, tonne Luc, 20 ans. Nous ne sommes plus l'Irlande d'autrefois. Il est temps que le gouvernement entame les préparatifs pour retirer toute mention de l'Église dans notre Constitution. » Mais ce sera un processus long et compliqué : « Je ne crois pas que je vivrai assez longtemps pour voir ça », dit Neale Richmond, sénateur de 32 ans.

Marie Billon